

PUBLICATION MENSUELLE SUR L'ÉTAT DE LA CONJONCTURE LUXEMBOURGEOISE

Du mieux pour le marché du travail

Malgré un net ralentissement depuis le déclenchement de la crise sanitaire, l'emploi au Luxembourg affiche une bonne résistance au début de 2021 et le chômage tend à diminuer depuis le pic du 2^e trimestre 2020. Les indicateurs avancés du marché du travail permettent d'anticiper la poursuite de cette amélioration mais demeurent à des niveaux encore faibles.

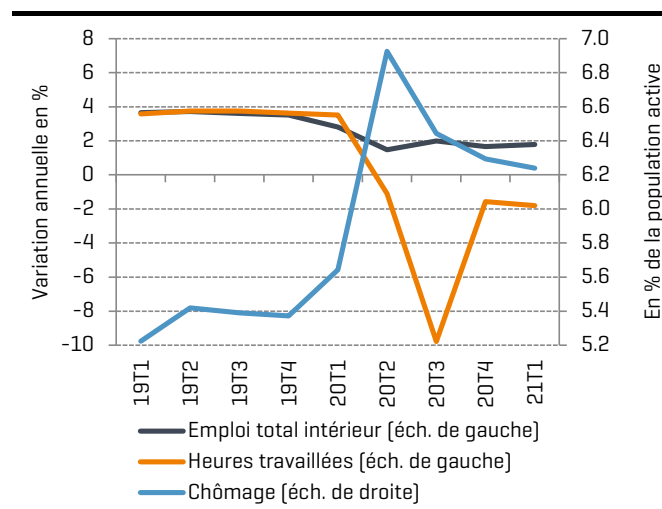
Le marché du travail s'est mieux tenu qu'initialement prévu en 2020, avec une croissance de l'emploi de 2% et un taux de chômage à 6.3%, alors que la prévision d'automne portait encore sur une croissance de l'emploi entre 1.6% [scénario bas] et 1.9% [scénario haut] et sur un chômage à 6.4-6.5% de la population active. Au premier trimestre 2021, la croissance de l'emploi se situe à 1.8% sur un an (+0.5% sur un trimestre), soit un rythme deux fois inférieur à celui d'avant-crise, mais toujours nettement au-dessus de celui des autres pays européens [-1.9% sur un an en zone euro, +0.3% sur un trimestre en T4 2020].

Au début de 2021, la plupart des branches d'activité se retrouvent avec plus d'effectifs qu'avant la crise. Ce sont notamment les services aux entreprises qui ont continué à embaucher [+4.3% sur un an au 1^{er} trimestre 2021], mais aussi [dans l'ordre décroissant des créations nettes d'emploi] la santé et action sociale [+4.5%], la construction [+3.5%], l'administration publique [+5.7%] et l'enseignement [+5.8%]. Les perdants de cette crise, en termes d'emploi, ont été l'Horeca [-8.3% sur un an], l'industrie [-2.0%], le commerce [-0.4%], les transports [-0.3%] et les services à la personne [-0.3%]. Une partie de cette bonne résistance globale de l'emploi s'explique par les mesures de maintien en emploi mises en place par le gouvernement luxembourgeois, surtout l'extension du dispositif de chômage partiel. En revanche, le volume de travail presté, mesuré via les heures travaillées, demeure en baisse par rapport à l'an passé [-1.8% sur un an au 1^{er} trimestre 2021].

En avril 2021, quelque 31 000 personnes (équivalents temps plein) restent concernées par les demandes de chômage partiel. Ceci représente 7.0% des salariés, soit un peu moins que sur les mois précédents [7.6% en février et mars]. La plupart des salariés concernés viennent de l'Horeca [39%], de l'industrie [21%], du commerce [16%], des services aux entreprises [10%] et des transports [7%]. Précisons que les personnes en chômage partiel restent "en emploi" et sont donc comptabilisées parmi les salariés et non pas parmi les chômeurs.

Le chômage, en tant que tel, a reculé à 6.1% de la population active en mars 2021, après avoir stagné à 6.3% depuis septembre 2020. Cette baisse provient en partie d'un renforcement des mesures pour l'emploi, qui encadrent bien plus de chômeurs depuis le début de l'année [notamment dans les formations] et qui ne sont donc plus comptés parmi les chômeurs disponibles. Les nouvelles inscriptions au chômage restent néanmoins faibles, du moins comparées aux flux constatés en 2019. La tendance reste également à la baisse en tenant compte des personnes en mesure pour l'emploi.

TENDANCES RÉCENTES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL



Sources: STATEC-comptes nationaux, ADEM (données cvs)

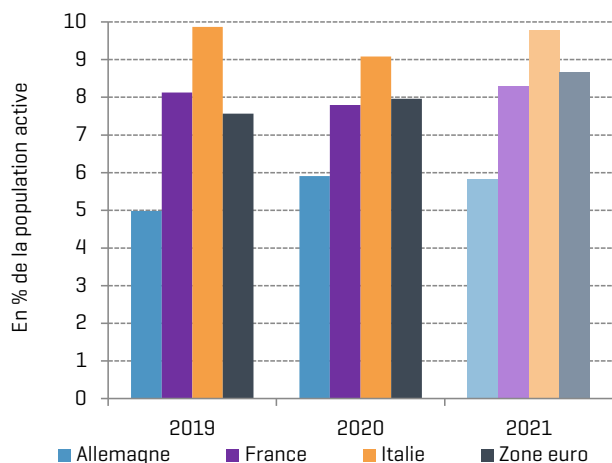
Signaux positifs pour les indicateurs avancés de l'emploi

Les indicateurs précurseurs de l'emploi continuent de s'améliorer sur le début de 2021, même s'ils restent globalement à des niveaux relativement faibles.

Ainsi, les perspectives d'emploi des entrepreneurs sont de mieux en mieux orientées, notamment pour la construction et les services non-financiers, tout en demeurant inférieures aux niveaux d'avant-crise [en mars 2021]. Les heures supplémentaires, qui reflètent un certain manque de main-d'œuvre, restent elles aussi à des niveaux peu élevés. En 2020, chaque salarié a travaillé environ 5 heures supplémentaires de moins par rapport à 2019, l'écart dans les branches allant de -12.1 heures dans l'Horeca à +2.1 heures dans le secteur financier, branche qui enregistre encore une tendance à la hausse des heures supplémentaires au tournant de 2020/2021. Le travail intérimaire, très affecté lors du premier confinement, au printemps 2020, revient également lentement vers son niveau d'avant-crise. Sur la fin de 2020, l'activité intérimaire dans la construction et l'industrie, les deux principales branches utilisatrices, est presque identique à celle d'il y a un an. Le taux de vacance d'emploi, qui rapporte les offres d'emplois à l'ensemble des postes [vacants et occupés] a légèrement augmenté fin 2020/début 2021 (à 1.6%, après 1.5% en T3 2020, 1.3% en T2 et 1.7% en T1).

International

TAUX DE CHÔMAGE



Source: Oxford Economics

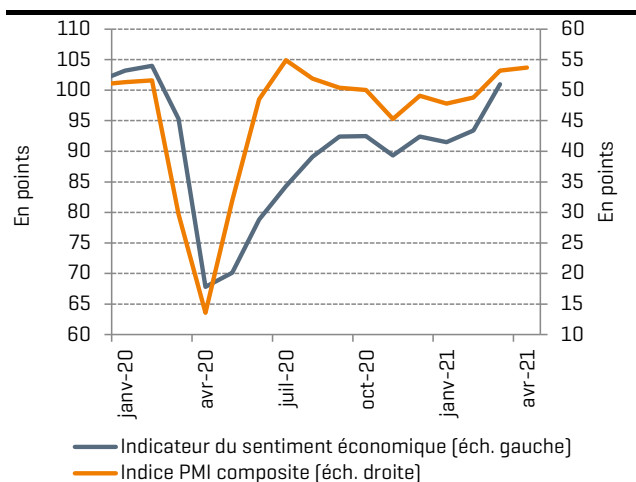
Zone euro: hausse modérée du chômage en 2021

Après un rebond soudain pendant l'été 2020, le chômage dans la zone euro a diminué au cours du 4^e trimestre 2020, notamment dans les trois principales économies. Cependant, pour cette année, les prévisions d'Oxford Economics indiquent des trajectoires de chômage divergentes: l'Allemagne devrait ainsi connaître une baisse légère et progressive du taux de chômage, alors qu'il devrait augmenter encore en France et en Italie [surtout aux 2^e et 3^e trimestres]. Du côté de l'emploi, la zone euro est entrée dans une phase de reprise. Après une baisse de -1.6% sur l'ensemble de 2020, l'emploi devrait renouer avec une croissance de 0.3 % sur l'année en cours (avec un effet de base très positif au 2^e trimestre, +1.5% sur un an, marqué l'an passé par un net repli des effectifs lors du 1^{er} confinement).

Pour le Luxembourg, les dernières prévisions publiées par le STATEC (début mars 2021), tablaient sur une hausse du taux de chômage à 6.8 % en 2021 (+0.5 point de % par rapport à 2020). Les données observées les plus récentes plaident néanmoins pour une progression moins prononcée.

Activité

INDICATEURS DE CONFIANCE DANS LA ZONE EURO



Sources: Commission européenne, IHS Markit

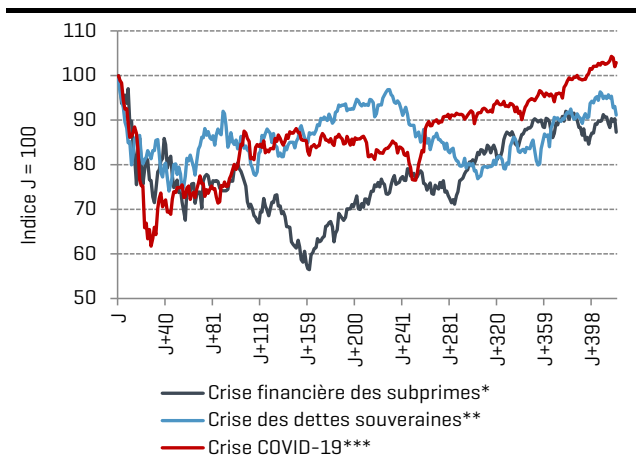
Regain de confiance en Europe et au Luxembourg

Les résultats des enquêtes de conjoncture en zone euro se sont nettement redressés en mars. Ce mouvement découle d'une poursuite de la remontée de la confiance dans l'industrie (déjà bien orientée depuis la mi-2020) et d'un rebond significatif des opinions dans le domaine des services, alors que celles-ci témoignaient d'une détérioration de l'activité depuis le 4^e trimestre 2020. Les annonces de nouvelles restrictions dans plusieurs pays européens à partir de mars laissaient craindre des résultats moins bons pour avril, mais les premiers éléments disponibles sont plutôt positifs (peut-être en lien avec l'avancée de la vaccination). L'indice composite des directeurs d'achats (PMI) a de nouveau progressé (avec un retour des services dans la zone d'expansion, au-dessus des 50 points) et la confiance des consommateurs en zone euro (estimation flash du 22 avril), qui avait fortement rebondi en mars, s'est encore améliorée en avril.

Au Luxembourg, les résultats des enquêtes d'avril montrent également un rebond de la confiance dans les services non financiers (avec une franche amélioration des perspectives de demande) et un maintien du moral, à des niveaux relativement élevés, dans l'industrie et la construction.

Marchés financiers

L'EURO STOXX 50 EN TEMPS DE CRISE



*A partir du 25.09.2008, **du 28.07.2011, ***du 19.02.2020

Source: Macrobond

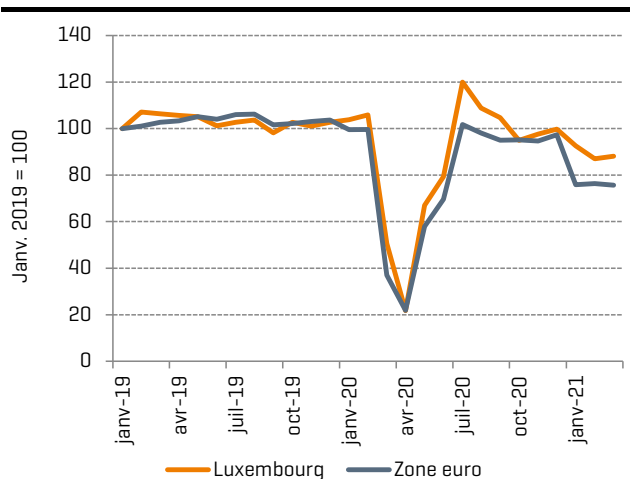
Remontée des indices boursiers relativement rapide

Un an et 2 mois après les premiers cas avérés d'infections au COVID-19 en Europe et le krach boursier qui s'en est suivi, l'indice boursier européen a remonté la pente et dépassé son niveau d'avant-crise [+4% sur l'Euro Stoxx 50 par rapport à fin février 2020]. Les inquiétudes concernant les impacts de la pandémie sur l'activité au début de 2020 avaient pourtant fait chuter ce dernier de plus de 35% en à peine un mois. Malgré des mesures sanitaires exceptionnelles qui ont effectivement fortement pesé sur l'activité, les indices boursiers ont résorbé ces pertes assez rapidement, en comparaison aux deux crises précédentes. L'Euro Stoxx avait mis un an et demi à retrouver son niveau précédant la crise des dettes souveraines, et n'a jamais retrouvé son niveau précédant celle des subprimes.

Les vaccins et les perspectives de déconfinement rassurent les investisseurs sur la remontée des résultats et des profits des entreprises cette année. Les indices boursiers ont été portés par les constructeurs automobiles et certaines entreprises technologiques et industrielles, alors que l'aéronautique, l'industrie alimentaire, les compagnies pétrolières et les assurances stagnent ou reculent à de faibles niveaux de valorisation.

Consommation

NOUVELLES IMMATRICULATIONS DE VOITURES PARTICULIÈRES



Sources: SNCT, ACEA, STATEC (données désaisonnalisées)

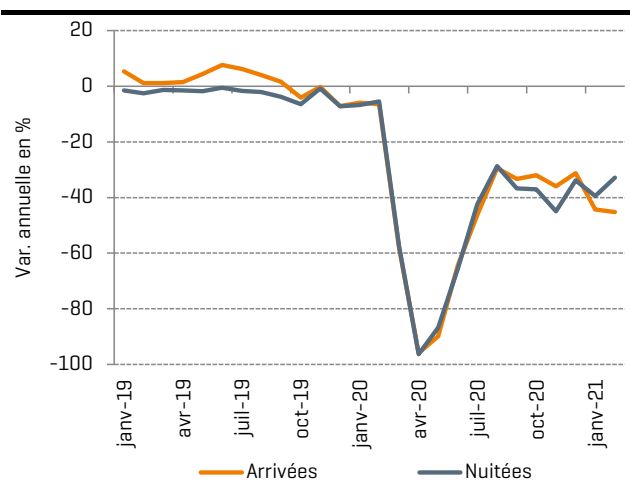
L'auto privée de marché aux puces?

En mars 2021, les ventes de voitures particulières progressent d'environ 80% sur un an au Luxembourg et de 95% dans l'ensemble de la zone euro. Ces résultats seraient impressionnants en temps normal, mais ils relèvent de l'extrême faiblesse des immatriculations en mars 2020, alors que bon nombre de concessionnaires automobiles avaient dû fermer leurs portes (à partir du 16 mars et ce jusqu'au 11 mai 2020 au Luxembourg). Ces taux de progression à deux voire trois chiffres devraient par conséquent rester de mise au moins sur l'ensemble du 2^e trimestre 2021. Au 1^{er} trimestre 2021, on constate cependant que les immatriculations se situent encore bien en deçà de leurs niveaux d'avant-crise [-15% environ par rapport au 1^{er} trimestre 2019 au Luxembourg, -25% en zone euro], mais aussi en deçà des résultats de la 2^e moitié de 2020.

Même si la demande est susceptible de se redresser, il n'est pas sûr que l'offre suive. Plusieurs constructeurs automobiles sont en effet actuellement confrontés à une pénurie de semi-conducteurs, qui sont au cœur des puces électroniques équipant leurs véhicules, et ont annoncé devoir réduire leur production.

Tourisme

FRÉQUENTATION DES ÉTABLISSEMENTS D'HÉBERGEMENT



Source: STATEC

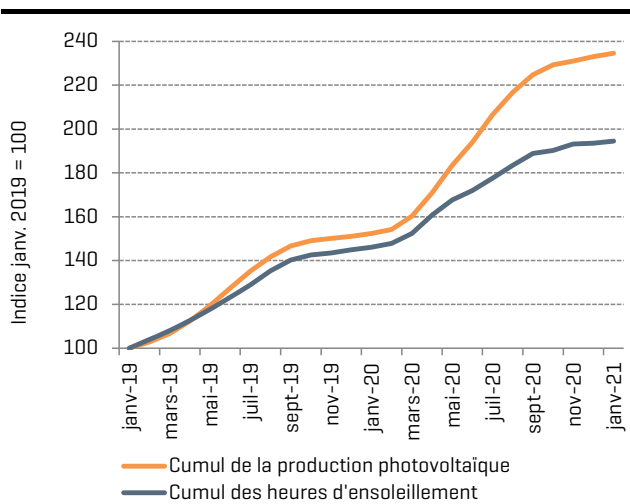
Mauvaises fréquentations

Le secteur de l'hébergement – hôtels, auberges, campings – demeure dans une mauvaise passe. En 2020, il a vu son chiffre d'affaires en volume baisser de 45% environ (à comparer avec une baisse d'environ 30% pour les restaurants, également durement éprouvés par les conséquences de la crise sanitaire). On observe une diminution équivalente du nombre d'arrivées et de nuitées dans les établissements d'hébergement du Luxembourg sur l'ensemble de l'année passée, et cette tendance perdure sur les deux premiers mois de 2021 [-45% pour les arrivées sur un an, -36% pour les nuitées].

À l'issue du 1^{er} semestre 2020, le repli de la fréquentation touristique était sensiblement identique au Luxembourg et dans l'ensemble de la zone euro. Mais les résultats luxembourgeois se sont montrés meilleurs à partir de l'été, stimulés notamment par les bons d'hébergement offerts par le gouvernement. Selon un décompte effectué en mars 2021, presque 110 000 bons avaient été utilisés (sur les 700 000 distribués), ce qui représente un peu plus de 10% du nombre de nuitées enregistrées depuis leur mise en place.

Énergie/Environnement

PRODUCTION D'ÉNERGIE SOLAIRE ET HEURES D'ENSOLEILLEMENT



Sources: STATEC, AgriMeteo (station Merl)

Electricité: moins d'importations, plus de production

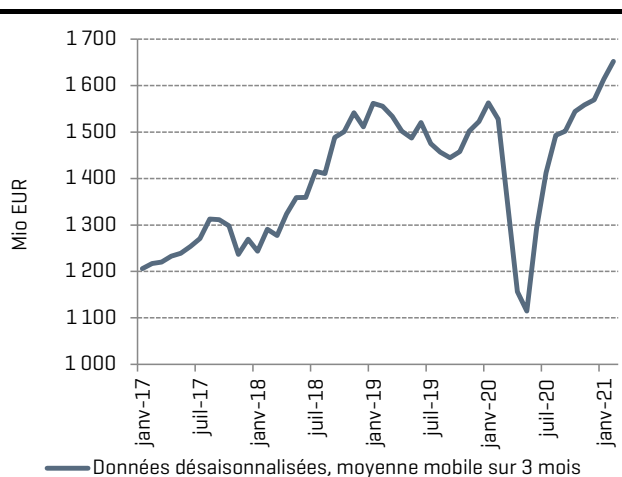
Les importations d'électricité ont reculé en 2020 sous l'effet de la crise. Par contre, la production du Luxembourg a nettement bondi en 2020 (hausse de 20% par rapport à 2019). Cette évolution est surtout liée à l'essor de la production d'énergie solaire et éolienne [+58% et +24% respectivement en 2020 par rapport à 2019]. Si la vitesse accrue du vent a contribué à la hausse de la production éolienne, l'augmentation du nombre d'installations et de leur puissance est plus déterminante.

Le photovoltaïque, qui représente entre 2% et 3% de la consommation totale d'électricité, a atteint son pic historique de 27 GWh en juin 2020, soit une progression de 61% sur un an. La production d'énergie solaire a encore augmenté de 14% sur un an en janvier 2021. Au-delà des heures d'ensoleillement élevées [+6% par rapport à 2019], une augmentation de la capacité de production explique l'essentiel de cette hausse. L'installation de nouvelles capacités de production solaire devrait encore s'accélérer dans les années à venir, notamment via les appels d'offres de l'Etat ajoutant chaque année environ 25% à la puissance déjà installée.

Finances publiques

Des rentrées fiscales très dynamiques au 1^{er} trimestre

RECETTES FISCALES TOTALES (HORS COTISATIONS SOCIALES)



Sources: Administrations fiscales, STATEC

Les encaissements d'impôts ont nettement progressé sur les 3 premiers mois de l'année, dépassant les niveaux d'avant-crise (+8.1% sur un an). L'an dernier, ils s'étaient repliés de 4.5% principalement à cause d'un fort recul au 2^e trimestre. Le dynamisme récent relève surtout des impôts sur les ménages (+16% sur un an à l'issue du 1^{er} trimestre) et de la TVA (+13.5%), alors que les impôts sur les sociétés (-9.1%) et les accises (-4.4%) restent pénalisés.

Grâce aux revenus de remplacement payés par les pouvoirs publics, les impôts sur les ménages ont bien résisté l'an dernier (+6.3%). Leur accélération en ce début d'année provient surtout de la multiplication par 5 de l'impôt retenu sur les revenus des capitaux (lors du versement de dividendes généralement), composante assez marginale et très volatile (+150 Mio EUR sur un an). Les recettes de TVA s'étaient vite rattrapées après le 1^{er} confinement et se maintiennent à un niveau plutôt élevé depuis. Les impôts sur les sociétés devraient peiner à retrouver les niveaux très soutenus d'avant-crise. Les restrictions sanitaires et l'introduction de la taxe CO₂ amputent les ventes de carburants de sorte que les accises afférentes se sont repliées de 5.2% sur un an.

Tableau de bord

	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20	janv-21	févr-21	mars-21	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
Variations annuelles en %, sauf mention contraire											
Activité											
Production industrielle par jour ouvrable, en volume	-7.4	-11.1	-5.4	-2.5	-1.1	-2.6	0.1	-3.4	...	-2.0	-7.2
Production dans la construction par jour ouvrable, en volume	4.1	-12.7	-0.5	-7.4	-0.7	-0.5	-10.1	-4.1	...	-5.0	6.1
Chiffre d'affaires en volume du commerce de détail hors vente par correspondance et carburants	7.1	10.5	4.9	2.5	3.0	0.9	3.9	...	...	2.5	3.2
Prix, salaires											
Indice des prix à la consommation (IPCN)	1.0	0.6	0.7	0.7	0.4	0.6	1.9	-0.1	2.0	1.3	1.5
Inflation sous-jacente	1.7	1.4	1.6	1.6	1.4	1.4	2.5	-0.1	1.5	1.3	1.7
Indice des produits pétroliers	-13.5	-14.3	-16.9	-16.9	-17.6	-14.8	-8.4	0.4	13.0	1.2	-1.6
Indice des prix à la production industrielle	0.0	-3.8	-4.6	-5.4	-5.1	-5.0	-1.1	1.5	...	-1.5	-1.5
Indice des prix à la construction ¹	3.0	3.0	3.0	2.9	2.9	2.9	...	...	...	2.9	2.7
Coût salarial moyen par personne (CNT)	1.1	1.1	1.1	2.2	2.2	2.2	...	...	...	2.2	0.0
Commerce extérieur											
Exportations de biens en volume	-7.0	-8.8	0.3	-7.1	1.3	8.8	-6.2	...	...	0.9	-7.0
Importations de biens en volume	0.2	-0.5	-2.4	-3.7	-3.9	-2.4	-4.2	...	...	-3.5	2.8
Emploi, chômage											
Emploi salarié intérieur	2.2	2.0	1.7	1.8	1.4	1.7	1.4	1.3	2.8	1.8	2.8
Emploi national	1.8	1.9	1.3	1.3	1.1	1.2	0.9	0.8	1.9	1.2	2.4
Taux de chômage (en % de la population active, cvs, ADEM)	6.6	6.4	6.3	6.3	6.3	6.3	6.4	6.2	6.1	6.2	5.6

Source: STATEC

Cvs - corrigé des variations saisonnières, CNT - Comptes nationaux trimestriels

¹ Estimations sur base de données semestrielles

Repères

	Variation en % par rapport au trimestre précédent					
	2019 T3	2019 T4	2020 T1	2020 T2	2020 T3	2020 T4
Zone euro - Croissance en vol. du PIB (Commission européenne)	0.2	0.1	-3.8	-11.6	12.5	-0.7
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (Statec)	0.7	0.2	-1.6	-7.3	9.3	1.6
	Variation annuelle en %					
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (Statec)	4.6	1.8	3.1	2.3	-1.3	4.0
PIB en valeur 2020: 64 143 Mio EUR						
Salairé minimum mensuel (depuis le 01/01/2021): 2 201.93 EUR						
Balance courante (T3 2020): 215 Mio EUR						
Population résidente (01/01/2021): 634 730						
	Indice des prix à la consommation (03/2021) - base 1 ^{er} janvier 1948: 891.32					
	Moyenne semestrielle de l'indice raccordé au 1 ^{er} janvier 1948 (03/2021): 882.99					
	Date prévue pour la prochaine indexation des salaires: 2 ^e trimestre 2022					

STATEC
info@statec.etat.lu
[+352] 247-84219
www.statistiques.lu

Pour en savoir plus:
Bastien Larue
Bastien.Larue@statec.etat.lu
[+352] 247-84339

Cathy Schmit
Cathy.Schmit@statec.etat.lu
[+352] 247-88459

La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source